



COMMUNIQUE DE L'USP du 10 mars 2020

Pour une convergence des luttes les 15 et 22 mars 2020

Madame Buzyn a battu en retraite, mais son remplaçant Monsieur Véran est aux ordres, il a voté tous les budgets et ne propose qu'un réaménagement de la T2A en 2024 après la catastrophe.

Il y a pourtant urgence, la productivité, la compétition, la concurrence, l'intéressement qu'il soit individuel ou collectif, la T2A, les inégalités sociales, la dépendance professionnelle etc. doivent être bannies. Le financement doit dépendre des besoins de la population avec une dotation à l'habitant prenant en compte la réduction nécessaire des écarts, des retards, de la précarité et du niveau de pauvreté (dans l'attente de son traitement politique).

Pour la psychiatrie, le maintien de 15 % du budget hors dotation sur une base population est suffisant pour continuer à empoisonner le travail au quotidien par une compétition ou une recherche de financement contraire à l'intérêt des patients et des soignants.

La gouvernance doit évoluer rapidement, préservant l'indépendance professionnelle, avec un [statut solide](#) permettant de résister aux vellétés de formatage des pratiques qui doivent cesser. L'USP est un des membres fondateurs du mouvement [Printemps de la psychiatrie](#) pour un renouveau des soins psychiques et contre les violences institutionnelles.

Pour limiter cette violence, il faut d'urgence des formations qui permettent aux médecins de découvrir une pluralité des pratiques, alliant l'apprentissage des psychothérapies à la pharmacopée, et pas uniquement en centres universitaires. Des formations spécifiques pour les infirmiers, dont la psychiatrie représente une portion congrue des trois années d'enseignement post-bac.

L'attention à apporter aux équipes fragilisées mérite mieux que la [violence d'un Richard Ferrand](#) et l'absence à Thouars de Monsieur Véran.

La politique sécuritaire et la répression restent générales, les infirmiers (comme les policiers dans les manifestations) en deviennent souvent « des boucliers humains sécuritaires » pour des individus qui ne sont pas des patients envoyés via les préfets et ARS pour violence.

Il faut se rendre à l'évidence, la surdité de l'Etat ne cessera pas !

Quand un « haut dignitaire » s'exprime, les prêcheurs répètent en cœur et de la même façon jusqu'à l'intonation cette « vérité » à tous les micros qui se présentent.

« Ils donnent des fiches » dira François-Michel Lambert, élu des Bouches-du-Rhône.

Les pauvres élus LREM doivent attendre le feu vert pour faire preuve d'humanité !

Ce gouvernement a promu un mode de gouvernance, simple comme on l'a vu pour la santé, sur la base de COPILs ou [une belle feuille de présence](#) vaut démonstration du débat et de concertation, le 49-3 pour les retraites sans aucune vraie concertation en est le couronnement.

Mais même s'ils l'avaient souhaité, Buzyn, Delevoye et autres n'avaient manifestement aucune marge de manœuvre et les hauts dignitaires (Darmanin, Lemaire, Legendre, Loiseau, Philippe, Macron etc.) n'ont pas accès au principe de solidarité, ils s'étonnent qu'une catégorie

puisse se battre pour une autre, une génération pour une autre etc.

Malgré cette [stratégie bien rodée](#) et d'une rare violence à l'égard des supposés jouisseurs et/ou profiteurs de situation ou de statut qu'il fallait attaquer : cheminots, fonctionnaires, chômeurs, malades, retraités, migrants, allocataires, etc., en les livrant à la vindicte populaire, les Gilets jaunes, les syndicats puis la riposte des Gilets jaunes avec les syndicats contre la réforme des retraites a mobilisé des millions de citoyens dans la rue, mais pour autant seuls quelques élus de la majorité ont été gagnés par le doute.

L'USP a appelé à toutes ces manifestations, s'est associée aux autres organisations et mouvements, a appelé à la [grève](#) !

Il faut que cela cesse avant qu'il ne soit trop tard, avant la destruction totale de tous les acquis !

Et quelle autre alternative que la liquidation (pas physique, bien entendu, mais politique) de ce mouvement qui s'apparente à une république bananière d'allure sectaire.

Massivement ne donnons aucune voix aux marcheurs et à l'autre rassemblement du rejet de l'autre.

Mieux que la dépression, la colère doit gonfler !

A la mesure du danger, l'USP renouvellera son appel à soutenir toute lutte ou mouvement non violent et non fascisant permettant de mettre fin à cette politique (communiqué [Redonnez-nous un\(e\) ministre de la Santé !](#)) et il est évident que nous rejoindrons et appelons à rejoindre fédérations et confédérations dans leurs combats.

Pour l'USP

Pierre Paresys, vice-président
Pascal Boissel, président
Pascale Rosenberg, membre du CN